

Mais où sont donc passés les climato-négationnistes ?

Sophie Chapelle

<http://www.bastamag.net/...>, 7 septembre 2015

Ils ne voulaient pas entendre parler de réchauffement climatique, encore moins reconnaître que les activités humaines en sont les principales responsables, malgré le consensus scientifique international. Ils occupaient les plateaux télévisés et les colonnes de médias bienveillants, à l'image d'un omniprésent Claude Allègre. Les climato-sceptiques ont-ils disparu ? Pas vraiment. Ils sont encore très actifs dans les pays anglosaxons. En France, de nouvelles formes de climatoscepticismes, plus discrètes, font leur apparition, du « climato techno-béat » qui mise tout sur la technologie, au climato-opportuniste qui profite de la menace pour faire des affaires. Le point sur ces nouveaux marchands de doutes.

Climatosceptique : « Douter, sinon du réchauffement climatique, du moins de la responsabilité des activités humaines dans ce phénomène. » C'est en ces termes que les linguistes ont fait entrer les climatosceptiques, aussi appelés climato-négationnistes [1] dans le dictionnaire en 2015. Mais sont-ils toujours actifs en France ? L'une des figures les plus présentes dans les médias en la matière est le géochimiste Claude Allègre. Dans son livre, *L'imposture climatique* paru en 2010, l'ancien ministre du gouvernement Jospin accuse notamment les climatologues d'avoir « cadennassé les revues scientifiques » à l'aide d'un « système mafieux et totalitaire » pour imposer leurs vues aux contradicteurs. Il admet bien la réalité du réchauffement climatique mais, selon lui, les activités humaines n'y seraient pas pour grand-chose...

Les propos de Claude Allègre l'amènent à être disqualifiés par plus de 600 chercheurs en sciences du climat qui publient un courrier de protestation contre son ouvrage, dans lequel ils relèvent de nombreuses erreurs factuelles et des dénigrements [2]. Aujourd'hui, mis à part le philosophe Luc Ferry toujours prompt à faire la promotion du dernier livre d'Allègre dans les pages du *Figaro* [3], rares sont les médias qui continuent de lui ouvrir leurs colonnes.

Le climatoscepticisme « à l'ancienne » en voie de disparition
A défaut de relais médiatiques, Claude Allègre officie cependant à l'Académie des sciences aux côtés de Vincent Courtillot, géophysicien et climatosceptique revendiqué. Cette instance, qui concourt à la représentation de la science française, doit adopter un avis sur le climat, en prévision de la conférence internationale fin novembre à Paris (COP21). Or, comme le relate *Le Monde*, la nouvelle charte de l'expertise de l'Académie prévoit qu'en cas de désaccord au sein d'un groupe de travail, un avis minoritaire – comme celui de Vincent Courtillot qui jette le doute sur la responsabilité humaine dans le dérèglement climatique et met en avant l'influence du Soleil – peut être annexé à l'avis majoritaire [4]. Une telle annexe ferait très mauvaise figure auprès de la communauté internationale lors de la COP21...

« Depuis le sommet de Rio de 1992, il y a dans le milieu scientifique et dans certaines disciplines, des gens qui sont hostiles à l'environnement, analyse Amy Dahan, directrice de recherche émérite au CNRS [5], contactée par *Basta* ! L'environnementalisme est perçu comme un frein à la science, comme rétrograde et contraire à l'idée de progrès scientifique et technique. Si les climatosceptiques affichés et explicites sont en petit nombre, l'environnementaliste clive le milieu scientifique de façon forte en France, mais aussi aux États-Unis et dans plusieurs pays d'Europe. »

Le climatoscepticisme, une spécialité anglo-saxonne

En France le climatoscepticisme demeure plutôt le fait d'individus isolés. Au contraire des États-Unis et d'autres pays

anglosaxons où il existe une nébuleuse de groupes d'influence et de *think tank* contestant l'existence du réchauffement climatique. Ces groupes sont très proches du parti républicain. Ainsi, 53% des républicains élus à la chambre et 70% de leurs sénateurs sont climatosceptiques [6]. A chaque campagne électorale, ces candidats climatosceptiques sont allègrement financés par de grandes entreprises privées, y compris françaises (lire [notre enquête](#) lors de la campagne présidentielle de 2012).

Début mai, de l'autre côté du Pacifique, Maurice Newman, un proche conseiller du Premier ministre australien Tony Abbott, affirme que le réchauffement climatique est une invention défendue par les Nations unies pour créer un *nouvel ordre mondial (...)* opposé au capitalisme et à la liberté [7]. Le Premier ministre Tony Abbott (parti libéral) est lui-même un « climato-sceptique » notoire, ayant qualifié le lien entre activité humaine et réchauffement climatique de « *connerie absolue* ». « *J'observe que plus on monte en responsabilités et en âge – le point culminant étant le chef d'entreprise de 60 ans ou le parlementaire – plus ce climatoscepticisme est clairement exprimé* », note Valérie Masson Delmotte, paléoclimatologue et membre du Giec [8], contactée par *Basta* !

En réponse aux climatosceptiques, qui refusent de transformer une économie mondiale reposant sur la consommation de combustibles fossiles, la dynamique des mouvements appelant citoyens, gouvernements et entreprises à prendre leur responsabilité, monte en puissance. Emblématique, le quotidien britannique *The Guardian* a lancé depuis janvier 2015 la campagne « *keep it in the ground* » (*laissez les [combustibles] dans le sol*) en multipliant notamment les enquêtes sur les financeurs de ces *think tank* climatosceptiques. Le quotidien a aussi choisi d'appuyer le [mouvement de désinvestissement](#) auquel participent quelque 220 institutions à travers le monde. Détenant un total de plus de 50 milliards de dollars d'actifs (44 milliards d'euros) selon l'ONG 350.org, l'ensemble de ces acteurs s'engagent à se défaire de leurs participations dans les énergies fossiles.

Le climato-techno-béat

Difficile aujourd'hui de nier frontalement le changement climatique et la contribution principale de l'activité humaine. Les citoyens français seraient de moins en moins nombreux à être climatosceptiques et à nier le rôle des activités humaines. [9]. « *En revanche, le champ du climatoscepticisme s'est déplacé*, relate Pablo Servigne, chercheur indépendant, co-auteur de *Comment tout peut s'effondrer (notre entretien)*. *On n'est plus face à des gens qui dénie le réchauffement climatique mais face à des personnes qui pensent que la technologie va nous sauver.* » Très médiatisée, Maud Fontenoy, ex-navigatrice ayant intégré la commission exécutive du parti Les Républicains en tant que déléguée à l'environnement, en est une illustration parfaite. Elle se dit « *viscéralement engagée sur la protection de l'environnement depuis plus de quinze ans* », tout en défendant péle-mêle le diesel, le nucléaire, les OGM et le gaz de schiste. Un grand écart totalement assumé par celle qui annonce promouvoir une écologie « *réaliste et modérée* ».

Dans la préface de son dernier livre *Les raisons d'y croire*, elle remercie d'ailleurs de nombreux grands patrons, parmi lesquels le président du Medef Pierre Gattaz, l'ancien PDG de TFI Patrick Le Lay, le président du groupe Avril (anciennement Sofiprotéol) Xavier Beulin (également président de la FNSEA), mais aussi Vincent Bolloré, dont le groupe fait partie de la trentaine de soutiens de la Fondation Maud Fontenoy [10]. Tous promeuvent d'une manière ou d'une autre la croissance verte et les nouvelles technologies – à l'image des véhicules électriques encouragés par la loi sur la transition énergétique portée par Ségolène Royal ([notre décryptage](#)).

« *Les mythes sont toujours plus forts que les faits*, analyse Pablo Servigne. *Notre mythe, c'est la croissance infinie, la techno-science qui domine la nature.* » De la recherche de techniques de manipulation du climat à grande échelle – la [géo-ingénierie](#) – à la construction des grands barrages amazoniens, « *le climato-techno-béat* » pense que les nouvelles technologies sont en mesure de répondre aux problèmes posés par les précédentes, oubliant que les ressources nécessaires à leur essor sont limitées.

Le climato-washing

Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, a récemment rendu public la liste des sponsors de la COP21. Y figurent notamment deux firmes, Engie (ex GDF Suez) et EDF. Comme le souligne le [contre-rapport](#) de notre [Observatoire des multinationales](#), Engie s'affiche volontiers comme un champion de la transition énergétique. Pourtant, seuls 4 % de la production d'énergie du groupe sont issus de sources renouvelables. Le reste provient du gaz, du charbon – qui émet 30 % de plus de CO2 que le gaz naturel –, du nucléaire et des grands barrages, érigés notamment en Amazonie brésilienne avec des impacts sociaux et environnementaux désastreux. Même cas de figure pour EDF qui n'a rien, ou presque, mis en œuvre pour augmenter ses capacités de production en matière d'énergies renouvelables. Face au climato-washing des industriels, les politiques continuent de nier, non pas le réchauffement climatique en tant que tel, mais les conséquences à en tirer.

Même cas de figure au sein des dirigeants de l'Union européenne. 94 % des rendez-vous du commissaire européen au climat, Miguel Arias Cañete, depuis sa prise de fonction il y a six mois, se sont tenus avec des lobbyistes du business, représentant les secteurs du fossile [11]. Pour le vice-président à l'énergie, Maroš Šefčovič, ce chiffre atteint les 70 % [12].

« La manière dont l'Union européenne agira les cinq prochaines années aux niveaux international et régional sera déterminante pour décider si nous évitons un changement climatique catastrophique, interpelle Pascoe Sabido, chargé de campagne pour l'Observatoire européen des entreprises (CEO). Mais Cañete & co sont trop proches de l'industrie des fossiles pour arrêter de foncer tête baissée dans un désastre climatique ». Comme l'a déjà [souligné Basta !](#), Miguel Arias Cañete a présidé jusqu'en 2012 une compagnie pétrolière domiciliée dans un paradis fiscal et dont il est toujours actionnaire. Il est aussi critiqué par les écologistes espagnols pour avoir autorisé l'extraction de gaz de schiste et la fracturation hydraulique.

Le climato-opportuniste

Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, le martèle : elle a la volonté de ne pas faire de l'écologie punitive. En creux se dessinent des motivations électorales. « *Le climat n'est pas dans l'agenda des priorités des gens qui ont d'autres préoccupations plus immédiates, comme l'emploi, ils se disent que le changement climatique est loin*, observe Amy Dahan. *Or, cette extrême variété de l'appréciation du risque climatique existe de façon très large et c'est bien ça le problème sociétal ! A Copenhague déjà, les chefs d'États qui étaient sensés sauver le climat s'adressaient à une opinion publique donc ils savaient qu'elle n'était pas prête à des sacrifices extraordinaires pour le climat. Il y a bien sûr la responsabilité des politiques, mais aussi la maturité insuffisante de l'état de l'opinion publique mondiale, en particulier dans les sociétés développées.* »

La croissance verte est ainsi devenue le nouvel adage des gouvernements. Et les lobbys industriels ont bien décidé de profiter du discours « vert ». Ils seraient de moins en moins nombreux à contrer le discours du réchauffement climatique, selon Sylvain Laurens, maître de conférence à l'EHESS.

« *L'enjeu pour les entreprises*, explique ce chercheur spécialiste des lobbys patronaux européens à [Basta !](#), *n'est plus de s'opposer fondamentalement aux normes environnementales mais de miser sur ces normes pour qu'elles pénalisent la concurrence. Elles vont par exemple faire en sorte que les normes de production de plastique sur le marché européen soient relevées pour écarter les entreprises chinoises.* » Une conversion « écologique » accompagne ainsi la stratégie économique des groupes industriels pour disqualifier les concurrents. « *Partout où des niches se créent, où l'on peut retourner l'argument écologique contre la concurrence, les grands groupes reconnaissent le problème écologique.* » Un véritable climato-opportunisme est en marche.

Le climato-je-m'en-foutisme

Il y a également ceux qui n'affichent aucune position sur un sujet qui aura pourtant des conséquences graves sur les citoyens. « Dans leur déclaration politique, certains partis ne parlent pas de changement climatique : c'est le Front national. Je le comprends donc comme climatocéptique non revendiqué », estime Valérie Masson Delmotte. La vision climatocéptique du FN se traduit par l'abstention ou l'opposition quasi-systématique des conseillers régionaux frontistes sur les délibérations concernant les questions environnementales, comme le montre [notre enquête](#). En février 2012, le groupe FN en Nord-Pas-de-Calais a par exemple voté contre une évaluation de la lutte contre le changement climatique.

« Plus on va aller vers la possibilité d'un accord contraignant lors de la COP21, plus le climatocépticisme va s'exprimer fortement, craint Valérie Masson Delmotte. Je redoute un scénario comme en 2009, au sommet de Copenhague, où il y avait eu ce climatogate, avec cette volonté de trainer dans la boue les gens du Giec. » En novembre 2009, des hackers divulguent la correspondance privée de plusieurs climatologues, dont certains collaborent à l'élaboration des rapports du Giec. Certains perçoivent dans ces échanges la preuve des manipulations de données. Nature, une revue scientifique de référence, estime alors cette affaire « risible » : « Rien dans ces mails ne remet en cause le fait scientifique que le réchauffement est réel ». En vain, le « climatogate » embrase la blogosphère. Mais, pour l'instant, à trois mois de la COP21, et face aux engagements encore « assez mous » selon la climatologue, l'indifférence semble pour l'instant primer chez les climatocéptiques, anciens comme nouveaux.

Notes

[1] Lire notre précédente enquête : [Comment reconnaître un climatocéptique, en sept contrevérités](#)

[2] Voir [ici](#) et [là](#)

[3] Voir [ici](#)

[4] Lire [ici](#)

[5] Amy Dahan est co-auteure avec Stefan Aykut de *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales* (Ed. Presses de Sciences Po, 2015)

[6] Source : [Center for American Progress](#)

[7] Voir la tribune de Maurice Newman parue dans [The Australian](#)

[8] Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, mis en place par l'Onu.

[9] Selon un sondage réalisé par l'institut Ipsos entre le 19 et le 26 janvier 2015, auprès d'un échantillon de 995 personnes, pour le compte de l'agence Havas-Parisi, 80 % des sondés pensent que le changement climatique est « dû en grande partie à l'activité humaine », 20 % considérant qu'il est « dû en grande partie à des facteurs naturels » (contre 35 % en 2013). [Source](#)

[10] Parmi les autres soutiens de la [Maud Fontenoy Fondation](#) : la Fondation EDF, la Fondation Orange, la SNCF, Geodis...

[11] Voir [ici](#) (en anglais)

[12] Voir [ici](#)

Soutenir Basta ! à www.bastamag.net/don/